

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU
COMITE SPECIAL POUR LA QUESTION
DE LA DEFINITION DE L'AGRESSION**

24 AOUT — 21 SEPTEMBRE 1953



**ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : NEUVIEME SESSION
SUPPLEMENT No 11 (A/2638)**

New-York, 1954

RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LA QUESTION DE LA DEFINITION DE L'AGRESSION¹

Introduction

I. — HISTORIQUE DE LA QUESTION DE LA DÉFINITION DE L'AGRESSION

1. Par sa résolution 378 B (V) du 17 novembre 1950, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Commission du droit international une proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relative à la définition de la "notion d'agression" (A/C.1/608/Rev.1), ainsi que tous les documents de la Première Commission qui avaient trait à la question, afin qu'elle en tienne compte et formule, aussitôt que possible, ses conclusions à ce sujet.

2. La Commission du droit international a étudié cette question au cours de sa troisième session; elle y a consacré le chapitre III de son rapport sur les travaux de sa troisième session².

3. Le 13 novembre 1951, à sa 341^{ème} séance plénière, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire le rapport de la Commission du droit international à l'ordre du jour de sa sixième session. A sa 342^{ème} séance plénière, tenue le même jour, l'Assemblée générale a renvoyé ce point à la Sixième Commission pour examen et rapport.

4. La Sixième Commission a examiné la question de la définition de l'agression au cours de ses 278^{ème} et 295^{ème} séances, tenues entre le 5 janvier et le 22 janvier 1952.

5. A sa 368^{ème} séance plénière tenue le 31 janvier 1952, l'Assemblée générale a adopté la résolution 599 (VI) dont la teneur suit:

"L'Assemblée générale,

"Considérant qu'aux termes de la résolution 378 B (V) du 17 novembre 1950, la question de la définition de l'agression, ayant fait l'objet de la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a été renvoyée par elle à la Commission du droit international, afin que celle-ci l'examine en liaison avec certaines autres questions qu'elle étudiait,

"Considérant que, dans son rapport, la Commission du droit international n'a pas fourni une définition expresse de l'agression, mais a simplement inclus l'agression parmi les crimes prévus dans le projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité,

"Considérant que l'Assemblée générale a décidé, le 13 novembre 1951, de ne pas examiner le projet de Code à sa sixième session et d'inscrire l'examen de ce projet à l'ordre du jour provisoire de sa septième session,

"Considérant que si l'existence du crime d'agression peut être déduite des circonstances propres à chaque

cas particulier, il n'en est pas moins possible et souhaitable, en vue d'assurer la paix et la sécurité internationales et de développer le droit pénal international, de définir l'agression par ses éléments constitutifs,

"Considérant en outre, qu'il est d'un intérêt certain que des directives soient formulées en vue de guider, à l'avenir, les organismes internationaux pouvant être appelés à désigner l'agresseur,

"1. Décide d'inscrire à l'ordre du jour de sa septième session la question de la définition de l'agression;

"2. Charge le Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale, à sa septième session, un rapport contenant une étude approfondie sur la question de la définition de l'agression en tenant compte notamment des opinions émises au sein de la Sixième Commission au cours de la sixième session de l'Assemblée générale, ainsi que des projets de résolution et amendements présentés à ce sujet;

"3. Demande aux Etats Membres, lorsqu'ils adresseront au Secrétaire général leurs observations sur le projet de Code, de formuler en particulier leur point de vue concernant le problème de la définition de l'agression."

6. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a présenté un rapport (A/2211) à l'Assemblée générale laquelle, à sa 380^{ème} séance plénière, tenue le 16 octobre 1952, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa septième session le point suivant: "Question de la définition de l'agression: rapport du Secrétaire général". Cette question a été renvoyée à la Sixième Commission, qui l'a examinée au cours de ses 329^{ème} à 347^{ème} séances, tenues entre le 19 novembre et le 11 décembre 1952.

7. Au cours de sa 408^{ème} séance plénière, tenue le 20 décembre 1952, l'Assemblée générale a adopté la résolution 688 (VII) qui est ainsi conçue:

"L'Assemblée générale,

"Rappelant sa résolution 599 (VI) du 31 janvier 1952,

"Considérant que les débats auxquels la question de la définition de l'agression a donné lieu aux sixième et septième sessions de l'Assemblée générale ainsi qu'à la Commission du droit international ont fait apparaître la complexité du problème et la nécessité de procéder à une étude approfondie:

a) Des formes diverses de l'agression,

b) Des rapports d'une définition de l'agression avec le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

c) Des questions soulevées par l'insertion d'une définition de l'agression dans le code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et par son

¹ Distribué précédemment sous la cote A/AC.66/L.11.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 9, document A/1858.

application dans le cadre de la juridiction criminelle internationale,

d) De l'influence d'une définition de l'agression sur l'exercice de la compétence des divers organes des Nations Unies,

e) Des autres problèmes que poserait éventuellement une définition de l'agression,

"*Considérant* que l'on doit continuer de s'efforcer, par une action commune, de formuler une définition généralement acceptable de l'agression, en vue de favoriser la paix et la sécurité internationales et de développer le droit international,

"1. *Décide* la création d'un comité spécial de quinze membres composé d'un représentant de chacun des Etats Membres ci-après : Bolivie, Brésil, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Iran, Mexique, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Syrie et Union des Républiques socialistes soviétiques, qui se réunira au Siège de l'Organisation des Nations Unies en 1953;

"2. *Demande* à ce comité spécial :

a) De présenter à l'Assemblée générale à sa neuvième session des projets de définition de l'agression ou des projets d'exposé de la notion de l'agression;

b) D'étudier l'ensemble des problèmes ci-dessus indiqués en se plaçant dans l'hypothèse de l'adoption d'une définition par une résolution de l'Assemblée générale;

"3. *Invite* le Secrétaire général à communiquer le rapport du Comité spécial aux Etats Membres en vue de provoquer leurs observations et à inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de la neuvième session de l'Assemblée générale."

8. Conformément à cette résolution, le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression s'est réuni au Siège des Nations Unies, à New-York, du 24 août au 21 septembre 1953.

9. Tous les Etats désignés par la résolution reproduite ci-dessus ont été représentés au Comité. On trouve ci-après la liste des représentants et représentants suppléants de ces Etats :

Bolivie, M. Gaston Araújo ;

Brésil, M. Gilberto Amado ;

Chine, M. Shushi Hsu ;

Etats-Unis d'Amérique, M. John Maktos ;

France, M. Charles Chaumont ;

Iran, M. Fereydoun Adamiyat ;

Mexique, M. Jorge Castañeda ;

Norvège, M. Hans Engen, M. Erik Dons, M. Rasmus S. Gundersen ;

Pakistan, M. A. H. B. Tyabji ;

Pays-Bas, M. B. V. A. Röling ;

Pologne, M. Josef Winiewicz ;

République Dominicaine, M. Tulio Franco y Franco, M. Enrique de Marchena ;

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, M. Francis A. Vallat ;

Syrie, M. Salaheddine Tarazi ;

Union des Républiques socialistes soviétiques, M. P. D. Morozov.

10. A la première séance du Comité, M. Morozov (URSS) a proposé d'inviter à participer aux travaux du Comité un représentant du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine. Le Président provisoire a décidé que le Comité n'était pas compétent pour examiner la question de la représentation de

la Chine. Le représentant de la Pologne a fait appel de cette décision du Président. Par 7 voix contre 2, avec 3 abstentions, le Comité a approuvé la décision présidentielle.

11. Au cours de sa première séance, le Comité a procédé à l'élection de son Bureau. Ont été élus :

Président: M. E. de Marchena (République Dominicaine) ;

Vice-Président: M. B. V. A. Röling (Pays-Bas) ;

Rapporteur: M. S. Tarazi (Syrie).

II. — ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITÉ

12. Les opinions se sont d'abord trouvées divisées sur le point de savoir si le Comité devrait procéder à ses travaux en suivant l'ordre dans lequel sont énoncés les alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 688 (VII) de l'Assemblée générale.

13. Certains représentants ont soutenu que les deux alinéas se suivant dans un ordre logique, le Comité devrait procéder immédiatement à l'examen des projets déterminés de définition de l'agression ou des projets d'exposé de la notion de l'agression. Au cours de cet examen, les divers problèmes mentionnés dans le préambule de la susdite résolution pourraient être abordés et étudiés. Tout problème qui ne serait pas traité à l'occasion de cet examen pourrait être abordé à la fin des travaux du Comité. Il vaudrait mieux procéder ainsi que d'examiner ces divers problèmes dans l'abstrait.

14. Selon d'autres représentants, le Comité devrait plutôt commencer par l'examen des divers problèmes mentionnés dans le préambule de la résolution 688 (VII) de l'Assemblée générale et passer ensuite au choix des projets de définition de l'agression ou des projets d'exposé de la notion de l'agression. M. Röling (Pays-Bas) a estimé que les alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 du dispositif de ladite résolution ne se suivaient pas dans un ordre logique. Selon lui, ces deux alinéas auraient dû être énoncés dans l'ordre inverse, car l'élaboration de toute définition ou de tout exposé de la notion de l'agression devrait être précédée d'une étude de chacun des problèmes mentionnés dans les cinq alinéas du préambule. M. Maktos (Etats-Unis) a remarqué qu'au cas où l'on devrait définir l'agression, il serait plus aisé de déterminer quel genre de définition il conviendrait d'élaborer si l'on procédait d'abord à un examen approfondi de tous ces problèmes, surtout de ceux énumérés aux alinéas *a* et *b* du préambule.

15. Enfin, le Comité a décidé de commencer ses travaux par une discussion générale de la question de la définition de l'agression.

16. Les opinions des délégués se sont également trouvées divisées sur la portée du mandat imparti au Comité.

17. Certains délégués ont fait valoir que la résolution 688 (VII) de l'Assemblée générale n'obligeait pas le Comité à adopter nécessairement un ou des projets déterminés de définition de l'agression ou un ou des projets d'exposé de la notion d'agression, mais lui laissait toute latitude pour choisir entre plusieurs façons de procéder. Selon M. Vallat (Royaume-Uni), le Comité pourrait se borner à étudier les divers problèmes que pose la question de la définition de l'agression et présenter le résultat de ses délibérations à l'Assemblée générale. M. Maktos (Etats-Unis) a estimé que le Comité avait le droit d'adopter un texte précis de définition ou de ne pas l'adopter ; il pourrait offrir plusieurs projets de définition avec des commentaires ; il pourrait

offrir une évaluation globale des éléments utiles contenus dans les divers projets de résolution, en expliquant pourquoi ces éléments ont été considérés comme utiles et lesquels d'entre eux ont été acceptés par certains et rejetés par d'autres. M. Hsu (Chine) a soutenu qu'en raison du changement des circonstances, le Comité devrait d'abord examiner la question de savoir s'il était possible et opportun de définir l'agression; au cas où cet examen aboutirait à une conclusion négative, il aurait toute latitude pour décider de ne présenter à l'Assemblée générale aucune définition.

18. De l'avis d'autres délégués, la question de la possibilité et de l'opportunité de définir l'agression aurait déjà été tranchée affirmativement par les résolutions 599 (VI) et 688 (VII) de l'Assemblée générale; il n'y aurait pas lieu d'y revenir. M. Tarazi (Syrie) a même soutenu que le Comité ne saurait aborder cette question sans commettre un excès de pouvoir. Selon ces délégués, la tâche essentielle conférée au Comité par la résolution 688 (VII) de l'Assemblée générale serait non seulement de définir l'agression, mais aussi d'étudier les divers problèmes mentionnés dans le préambule de cette résolution en fonction de propositions concrètes de définition.

19. Trois programmes de travail ont été successivement soumis au Comité, l'un par le représentant des Pays-Bas (A/AC.66/L.3), et les deux autres par les représentants de la France, du Mexique et des Pays-Bas (A/AC.66/L.5 et A/AC.66/L.5/Rev.1).

20. Le premier programme de travail (A/AC.66/L.3) avait pour objet, selon son auteur, de permettre au Comité de commencer par examiner les problèmes énumérés aux alinéas *a* à *c* du préambule de la résolution 688 (VII) de l'Assemblée générale et d'aborder ensuite l'examen des projets de définition de l'agression dont il serait saisi. Ce programme a été retiré et remplacé par un autre présenté en commun par la France, le Mexique et les Pays-Bas (A/AC.66/L.5). Ce second texte a lui-même été modifié (A/AC.66/L.5/Rev.1) sur la suggestion de M. Morozov (URSS), qui voulait que l'on examinât les questions énumérées dans la résolution 688 (VII) de l'Assemblée générale lors de la discussion de propositions concrètes relatives à la définition de l'agression.

21. Le projet de programme de travail (A/AC.66/L.5/Rev.1) comportait à son alinéa I, *a*, 1, une disposition aux termes de laquelle le Comité examinerait: "L'agression au sens du projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité." Selon l'opinion de certains membres du Comité, cette disposition serait superflue et ferait double emploi avec le paragraphe I, *c*. Mise aux voix séparément, elle n'a pas obtenu la majorité requise, ayant été repoussée par 6 voix contre 6.

22. D'un autre côté, l'alinéa I, *a*, 2, de ce même programme a été, sur la suggestion de M. Morozov (URSS), modifié de manière à mieux faire ressortir que l'examen de la notion d'agression armée constituait la tâche principale du Comité.

23. Enfin, du point II du programme en question, le mot "définitifs", qui figurait après le mot "projets", a été éliminé sur la suggestion de M. Vallat (Royaume-Uni) qui le considérait comme pouvant conférer aux décisions du Comité un caractère d'irrévocabilité, par rapport à l'Assemblée générale.

24. Le projet de programme de travail (A/AC.66/L.5/Rev.1), ainsi modifié, a été adopté par le Comité à l'unanimité. En voici le texte in extenso (A/AC.66/L.6):

"I. Examen des projets de définition de l'agression et des projets d'exposé de la notion de l'agression soumis au Comité, et notamment des questions ci-après, dans l'ordre indiqué:

"*a*) Les diverses formes de l'agression;

"1. L'agression au sens de la Charte;

"2. La question des mesures à comprendre dans la définition: la notion d'agression armée; la question de l'agression indirecte; mesures économiques; mesures idéologiques, etc.

"3. Les divers types de définition de l'agression (définition générale, définition énumérative, définition mixte).

"*b*) Les rapports d'une définition de l'agression avec le maintien de la paix et de la sécurité internationales;

"*c*) Les questions soulevées par l'insertion d'une définition de l'agression dans le Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et par son application dans le cadre de la juridiction criminelle internationale;

"*d*) L'influence d'une définition de l'agression sur l'exercice de la compétence des divers organes des Nations Unies;

"*e*) Tous autres problèmes que pourrait poser une définition de l'agression.

"II. Adoption de projets de définition de l'agression ou de projets d'exposé de la notion de l'agression."

III. — TEXTES PRÉSENTÉS AU COMITÉ

25. Le Comité a été successivement saisi:

- 1) D'un projet de définition de l'agression présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.66/L.2/Rev.1);
- 2) De deux documents de travail présentés par la Chine (A/AC.66/L.4/Rev.3; A/AC.66/L.7/Rev.2);
- 3) D'un document de travail soumis par le Mexique (A/AC.66/L.8);
- 4) D'un document de travail soumis par la Bolivie (A/AC.66/L.9).

26. Le Comité a décidé à l'unanimité de ne pas soumettre les textes susmentionnés au vote mais de les transmettre tels quels aux Etats Membres et à l'Assemblée générale. En conséquence, lesdits textes ont été annexés au présent rapport.

27. Le Comité a également décidé que le rapport devrait mentionner les principales idées qui ont été émises au cours des débats concernant les projets de définition de l'agression soumis au Comité, compte tenu des problèmes énumérés dans le programme de travail (A/AC.66/L.6). Il convient, pour une étude plus approfondie des observations de divers membres du Comité, de consulter les comptes rendus analytiques des séances (A/AC.66/SR.1-A/AC.66/SR.22 inclusive-ment).

Les divers types de définition de l'agression

I. — DÉFINITION GÉNÉRALE

28. Certains représentants se sont prononcés en faveur d'une définition de caractère général, c'est-à-dire d'une définition qui, au lieu de donner une liste des actes d'agression, contiendrait des formules générales englobant l'ensemble des cas que l'on entend viser. On laisserait aux organes internationaux le soin de fixer la portée de la formule dans des cas d'espèce qui seraient portés devant eux. Il a été précisé qu'une telle définition qui devrait synthétiser et clarifier la notion d'agression telle qu'on la trouve dans la Charte, aurait l'avantage de contribuer au développement du droit international; elle permettrait également d'éviter à la fois le risque d'amender la Charte par une interprétation et les dangers d'une rigidité excessive qui sont plus graves que ceux de l'imprécision.

29. Ce type de définition a, cependant, été critiqué par d'autres membres du Comité. M. Winiewicz (Pologne) a soutenu qu'une telle définition ne servirait à rien puisqu'elle ne contiendrait aucune indication se rapportant aux éléments du crime. Son caractère vague permettrait à tout intéressé d'engager une polémique longue et dangereuse sur la nature d'un acte donné; l'agresseur aurait la possibilité de contester la qualification de son acte et il tirerait ainsi parti de la lenteur inévitable des débats auxquels donnerait lieu une définition manquant de clarté et de précision pour poursuivre son activité agressive. Par ailleurs, ce type de définition ne permettrait guère de lutter contre les nombreuses formes que peut revêtir l'agression.

30. M. Morozov (URSS) a déclaré que la définition dite générale de l'agression ne répond pas aux conditions requises, comme l'ont montré les diverses tentatives concrètes en vue de l'établir. L'agression a été définie, par exemple, comme un crime international, ce qui, au fond, revient presque à dire que l'agression est une agression. Il est évident que cette façon de procéder ne contribuerait pas à la solution des problèmes que le Comité doit résoudre.

II. — DÉFINITION ÉNUMÉRATIVE

31. Au sujet de ce type de définition, plusieurs idées ont été avancées. Pour M. Winiewicz (Pologne) une définition énumérative présenterait l'avantage d'énoncer les éléments constitutifs du crime, d'indiquer sans la moindre ambiguïté le genre d'acte devant être condamné et de faire incombler la charge de la preuve à l'agresseur au lieu d'obliger la victime à prouver que l'acte dont elle se plaint constitue une agression. A son avis, le projet soviétique constitue, de ce point de vue, une solution parfaite du problème.

32. Pour d'autres, une telle définition serait dangereuse; elle serait forcément incomplète et impliquerait de ce fait et de manière inévitable, que les actes qui n'y figurent pas ne sauraient constituer une agression, ce qui pourrait permettre à un Etat de commettre une agression en tournant la définition; elle donnerait aux décisions des organes internationaux un caractère d'automatisme qui rendrait plus difficile le rétablissement de la paix.

33. M. Hsu (Chine) a exprimé l'avis qu'une énumération ne devrait pas être considérée comme une véritable définition: elle n'aurait pas un caractère suffisam-

ment scientifique et ne pourrait servir de guide ni aux organes des Nations Unies qui sont responsables du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ni aux tribunaux que l'on pourrait constituer pour juger les auteurs de crimes contre la sécurité de l'humanité. Le sens généralement admis du mot "définition" montrerait clairement qu'une énumération ne pourrait atteindre le but recherché, ce but étant d'établir le caractère essentiel d'un concept. Du point de vue pratique, l'énumération des crimes ne pourrait qu'inciter les criminels à changer de méthodes. De plus, les organes politiques ou judiciaires compétents seraient enclins à étudier les modalités de l'agression plutôt que l'acte lui-même; ils n'auraient pas, d'autre part, une perspective appropriée pour juger de chaque cas particulier, ce qui serait absolument nécessaire pour prévenir l'acte ou pour en punir l'auteur.

34. M. Vallat (Royaume-Uni) a affirmé que les définitions dites analytiques sont les plus décevantes. Elles sont moins des définitions que des catalogues toujours incomplets d'actes constituant des agressions. C'est ainsi que le vieux texte du projet soviétique a dû être complété (A/AC.66/L.2/Rev.1) par l'adjonction des paragraphes 2, 3 et 4, sans compter la formule générale énoncée au paragraphe 5. Que penser d'une définition qui, après avoir énuméré un certain nombre d'actes considérés comme actes d'agression, déclare que rentre dans cette catégorie tout acte considéré comme tel par le Conseil de sécurité? Ou bien l'on s'en remet entièrement au Conseil de sécurité, et alors point n'est besoin de catalogue, ou bien le catalogue a une valeur en soi, auquel cas une liste comme celle que propose la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.66/L.2/Rev.1) va trop loin. Cette liste aboutirait, si on l'interprétait strictement, à qualifier d'agression des actes qui n'en sont pas et les gouvernements pourraient contester le caractère d'agression à tous actes non prévus par ce texte en dépit d'une décision contraire du Conseil de sécurité.

35. Prenant la parole au sujet du projet de résolution qu'il avait soumis au Comité, M. Morozov (URSS) a déclaré qu'il était inexact d'affirmer que le projet soviétique ne faisait qu'énumérer certains actes d'agression et, pour cette raison, ne donnait pas une définition générale de ce concept. La définition soviétique est à la fois synthétique et analytique. Des spécialistes éminents du droit international le reconnaissent. La proposition part du fait que, dans une définition de l'agression, la définition du concept de l'attaque armée revêt une importance primordiale. On propose de confirmer ce principe reconnu du droit international que l'Etat qui, le premier, sous un prétexte quelconque et pour un motif quelconque, prend l'initiative de déclencher une guerre, c'est-à-dire qui, dans un conflit international, se livre le premier aux actes énumérés au paragraphe premier de la définition soviétique de l'agression sera reconnu pour agresseur. Une définition de l'agression armée, aussi bien qu'une définition de l'agression en général, doit nécessairement indiquer qu'il est inadmissible de justifier une agression par des considérations d'ordre politique, stratégique ou économique, quelles qu'elles soient. On ne doit pas avoir recours aux divers subterfuges dont se sont servis habituellement les agresseurs pour justifier leur action.

Il est également important qu'une définition de l'agression précise que la mobilisation ou la concentration de forces armées importantes à proximité des frontières d'un Etat, donne à l'Etat menacé par de tels actes le droit de recourir aux moyens diplomatiques ou autres permettant le règlement pacifique des différends internationaux. Cet Etat peut également pendant ce temps prendre des mesures militaires analogues à celles qui sont indiquées ci-dessus, mais sans franchir cependant la frontière. L'ensemble des considérations énumérées ci-dessus donne une idée générale de la notion d'attaque à main armée. En même temps, on définit d'avance quels actes seront considérés comme actes d'agression s'ils ont été commis dans les conditions mentionnées dans la définition. Ceci ne s'oppose nullement à ce qu'en dehors des actes que l'on peut déjà qualifier d'actes d'agression, le Conseil de sécurité, seul organe ayant pleins pouvoirs pour qualifier un agresseur, puisse, dans chaque cas particulier, reconnaître d'autres actes comme étant des actes d'agression, ainsi que le prévoit le paragraphe 5 de la définition de l'Union soviétique. De l'avis de M. Morozov, les critiques formulées par le représentant du Royaume-Uni contre la définition soviétique de l'agression tendent, au fait, à éviter une définition précise de la notion d'agression, ce qui ne pourrait que faire le jeu de l'agresseur.

36. Certains membres du Comité ont expliqué, en citant des exemples, que, selon eux, le critère basé sur l'ordre chronologique des faits était impossible à appliquer. En particulier, il ne tenait pas suffisamment compte des mesures prises par le Conseil de sécurité ou des mesures prises sur la recommandation du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale.

III. — DÉFINITION MIXTE

37. Certains membres du Comité se sont prononcés en faveur d'une définition mixte qui commencerait par

un texte conçu en termes généraux et énoncerait les caractéristiques des actes d'agression. A ce texte général s'ajouterait une liste de faits précis, qui ne serait ni limitative ni complète et qui servirait à fournir une série d'exemples. D'après certains membres l'avantage d'une définition mixte consiste à combiner les mérites et les aspects positifs d'une définition générale ajoutés à ceux d'une définition énumérative. Pour cela, une définition mixte doit commencer par l'exposé d'un concept générique comprenant les éléments qui le caractérisent, et se poursuivre par une énumération typologique des actes d'agression. C'est de ce mode de définition que se sont inspirés les textes présentés par les délégations de la Bolivie et du Mexique.

38. Ce type de définition a été critiqué par d'autres membres du Comité comme combinant les défauts des deux autres.

IV. — UNE LISTE D'ÉLÉMENTS DESTINÉE AUX ORGANES COMPÉTENTS DES NATIONS UNIES

39. M. Maktos (Etats-Unis) a fait valoir qu'on ne saurait, en aucun cas, arriver à formuler une définition; dans ces conditions, au lieu de s'appliquer à établir une définition générale probablement incomplète, il vaudrait mieux présenter aux organes compétents des Nations Unies et, en premier lieu, au Conseil de sécurité, une liste d'éléments dont il conviendrait qu'ils tiennent compte avant d'adopter une décision quelconque dans un cas donné. D'autres membres du Comité ont estimé que cette idée était constructive et qu'elle valait d'être examinée.

40. M. Winiewicz (Pologne) a soutenu, pour sa part, que cette liste d'éléments aurait pour seul résultat d'éluder l'important problème qui consiste à définir clairement l'agression et ne serait d'aucune utilité.

Chapitre II

Les diverses formes de l'agression

I. — L'AGRESSION AU SENS DE LA CHARTE

41. La majorité des membres du Comité a reconnu que la tâche de ce dernier consistait à définir l'agression au sens de la Charte. Cependant des interprétations différentes ont été données de celle-ci. Certains membres ont estimé que la notion d'agression au sens de la Charte pourrait être limitée à la seule agression armée, alors que les représentants de la Bolivie, de la Chine, de l'Iran, du Mexique, de la Pologne, de la Syrie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont soutenu qu'au sens de la Charte la notion d'agression pourrait s'étendre à d'autres formes d'agression qui ne consistent pas nécessairement en l'emploi effectif de la force armée. D'autres membres du Comité ont défendu des thèses qui ne pouvaient pas être absolument rattachées à l'une ou à l'autre de ces opinions.

42. Certains membres ont avancé qu'en comparant l'Article premier, paragraphe 1 et l'Article 39 de la Charte, il ressort que l'agression constitue un cas d'espèce de rupture de la paix. En mentionnant l'agression plus particulièrement, les rédacteurs de la Charte avaient en vue le cas le plus grave de rupture de la paix, à savoir l'emploi illégitime de la force armée. Et

c'est à dessein qu'ils ont évité l'emploi du terme "guerre" parce que ce terme ne s'appliquait pas à tous les cas dont ils voulaient tenir compte.

43. M. Chaumont (France), interprétant l'Article 39 de la Charte, a constaté que cet article prévoit trois concepts: la menace à la paix, la rupture de la paix et l'acte d'agression, ce dernier étant d'ailleurs un cas de rupture de la paix. La menace à la paix ou la rupture de la paix n'implique pas nécessairement jugement de valeur, alors que le concept d'agression a un caractère criminel. Par exemple l'Article 40 de la Charte, concernant les mesures à prendre pour empêcher une situation de s'aggraver, dispose que "ces mesures ne préjugent en rien les droits, les prétentions ou la position des parties": il est évident qu'un tel langage ne pourrait s'appliquer à un agresseur reconnu. Ce que l'on appelle "agression économique" ou "agression idéologique", bien que pouvant constituer des éléments d'une activité agressive, répondent en réalité au concept de "menace à la paix" et non au concept d'agression. De toute façon, l'utilisation des concepts de l'Article 39 sera faite par le Conseil de sécurité.

44. M. Vallat (Royaume-Uni) a fait observer que l'Article 2, paragraphe 4 de la Charte interdit aux

Etats Membres "le recours à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies", mais il ne fait nullement mention des mesures économiques, idéologiques ou autres; l'on est donc fondé à conclure que le recours à la force est un élément important du concept de l'agression au sens de la Charte. Il a également affirmé que l'Article 51 de la Charte fournit une autre indication à cet égard. Il permet en effet l'exercice du droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, au cas où un Etat Membre serait l'objet d'une attaque armée. Ces considérations devraient suffire à exclure l'agression économique et idéologique de la définition de l'agression au sens de la Charte.

45. M. Röling (Pays-Bas) a constaté que, dans l'intérêt de la paix, la Charte interdit l'agression et autorise, pour la combattre, l'adoption de mesures qui pourraient aller jusqu'à l'emploi de la force armée, et qui seraient susceptibles, elles aussi, de troubler la paix. C'est pourquoi il est nécessaire, lorsque l'on veut définir l'agression, de résister à la tentation de comprendre dans la définition des actes de nature à augmenter les possibilités de recours légitime à la force armée.

46. Eu égard à ces divers arguments, le projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.66/L.2/Rev.1) a été critiqué par certains membres du Comité, comme comportant une définition qui ne répondrait pas entièrement à la notion de l'agression au sens de la Charte. Si les actes d'agression armée énumérés au paragraphe 1 de ce projet sont des actes qui répondent bien à la notion d'agression au sens de la Charte, a-t-on affirmé, il n'en est pas de même des actes d'agression indirecte, économique et idéologique énumérés aux autres paragraphes dudit projet.

47. Certains membres du Comité ont exprimé des opinions différentes. M. Winiewicz (Pologne) a affirmé qu'en étudiant l'agression au sens de la Charte, il faut tenir compte des buts que se proposent les Nations Unies. Les dispositions pertinentes à cet égard sont l'Article premier, paragraphe 2, l'Article 2, paragraphes 1, 4 et 7 et l'Article 55. Chacun des principes mentionnés dans ces articles est considéré comme essentiel au maintien de la paix. Tout acte contraire à l'un de ces principes représente, en conséquence, une atteinte à la paix et à la sécurité internationales, une agression au sens large du mot. Si la Charte met un accent particulier sur l'agression armée, elle n'en reconnaît pas moins l'existence de plusieurs autres formes d'agression. La définition de l'agression proposée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques répond entièrement à ces exigences de la Charte tout en soulignant l'importance de l'agression armée.

48. M. Morozov (URSS) a affirmé que le projet de définition de l'agression présenté par l'Union soviétique est conforme à la Charte. En particulier, il ressort du rapprochement des Articles 39 et 51 de la Charte que dans l'Article 39, le mot agression a un sens beaucoup plus large que dans l'Article 51, où il est question d'attaque armée. Mais le fait de reconnaître cette situation ne peut pas avoir pour effet de multiplier les cas de recours à la force armée dans une vue de légitime défense, étant donné que l'Article 51 établit sans équivoque possible que ce recours n'est justifié que s'il y a agression armée.

49. D'autre part, M. Castañeda (Mexique) a soutenu qu'en principe l'interdiction de comprendre dans le concept d'agression des éléments autres que le recours à la force armée ne se dégageait en aucune façon de l'interprétation juridique de la Charte. En effet, l'Article 41 de la Charte autorise l'adoption, dans les cas prévus à l'Article 39, de mesures de répression autres que le recours à la force armée, ce qui signifie que si l'agression revêt une autre forme que l'attaque armée il est possible de prendre des mesures qui diffèrent du recours à la force armée. En conséquence, on ne saurait dire qu'au sens de la Charte seule l'agression armée justifie l'emploi de la force.

50. En réponse à l'argument selon lequel l'Article 2, paragraphe 4, de la Charte exclurait toute forme d'agression autre que l'emploi de la force armée, le représentant du Mexique a rappelé que le paragraphe 3 de ce même Article impose aux Etats Membres l'obligation de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques. De même qu'on ne saurait nécessairement reconnaître pour agresseur l'Etat qui refuserait de régler ses différends par des moyens pacifiques, on ne peut conclure de l'Article 2, paragraphe 4, que seul le recours à la force armée constitue l'agression. Néanmoins, il a exprimé des doutes, non pas quant à la possibilité d'élargir le concept d'agression, mais quant à l'opportunité de le faire, pour les raisons qui sont indiquées dans le document de travail présenté par le Mexique (A/AC.66/L.8).

51. Dans le même ordre d'idées, M. Aráoz (Bolivie) a fait valoir que, pour bien comprendre ce qu'est l'agression au sens de la Charte, il ne conviendrait pas d'envisager celle-ci isolément, article par article, mais il faudrait la considérer dans son ensemble. C'est ainsi que si l'on s'en tenait à la lettre du paragraphe 4 de l'Article 2, on pourrait supposer, qu'au sens de la Charte, l'agression a un sens limité, mais, eu égard aux autres dispositions de la Charte, ce texte prend une tout autre valeur et fournit une base qui permet de caractériser les différentes formes d'agression. Or ces actes d'agression, distincts du recours à la force armée, sont contraires aux dispositions de l'Article 2, paragraphe 4, de l'Article 39, et du Chapitre IX, plus spécialement de l'Article 55.

52. M. Adamiyat (Iran) a déclaré qu'au sens de la Charte, il existe d'autres formes que l'agression armée. Tout acte qui a la même fin dernière qu'une attaque armée ou qui comprend le recours à la contrainte en mettant en péril l'indépendance d'un Etat, doit être considéré comme un acte agressif. Cette interprétation s'appuie sur l'autorité d'un éminent juriste, sir Robert Phillimore, qui a écrit :

"Lorsque le motif unique et suffisant d'une disposition est incontesté et certain, il est permis d'étendre cette disposition aux cas auxquels le même motif s'applique, alors même que le sens des termes employés en exclut l'application littérale . . . Certaine clause d'un traité stipule que telle ville ne doit pas être entourée de murailles — au moment où le traité a été conclu, les murailles constituaient le seul genre de fortifications en usage; il serait illicite de fortifier la ville par des fossés ou des remblais, parce que l'esprit et l'intention du traité étaient d'interdire la fortification de la ville³."

³ *Commentaries upon international law*, Sir Robert Phillimore, vol. II, 3ème édition, Butterworth, Londres, 1882.

De même, l'agression économique, si elle n'est pas expressément mentionnée dans la Charte, n'en est pas moins comprise dans la condamnation que la Charte prononce contre tous les actes d'agression.

53. En se référant aux jugements rendus par les Tribunaux de Nuremberg et de Tokyo, et plus particulièrement au cas de l'Anschluss, M. Röling (Pays-Bas) a indiqué que ces jugements ont distingué entre les guerres d'agression et les actes ou opérations agressifs. Seules les guerres d'agression ont été déclarées criminelles. Aussi, les rédacteurs de la Charte n'entendaient par "agression" que quelque chose de très voisin de la guerre et limité à l'emploi de la force. On ne saurait par conséquent faire entrer dans cette notion des mesures qui relèvent plutôt des notions de menace à la paix et de rupture de la paix.

54. Par contre, M. Hsu (Chine) a fait valoir que si le Tribunal de Nuremberg a établi une distinction entre les "opérations agressives" et les "guerres d'agression", il n'a pas dit pour autant que seules ces dernières constituaient des actes d'agression criminels. Si le Tribunal dans son jugement s'en est tenu strictement aux termes du statut, il n'en était pas moins conscient des problèmes importants de droit international qui se posaient et considérait en fait toutes les formes d'agression comme des crimes. Il faudrait, d'ailleurs, tenir compte des circonstances dans lesquelles ont été élaborés le statut de Nuremberg et la Charte des Nations Unies. Aujourd'hui ces circonstances ont changé et le moment est venu de définir avec clarté et précision les différentes formes d'agression, en tenant compte non de la lettre du statut de Nuremberg et de la Charte des Nations Unies, mais de leur esprit:

II. — LES ACTES À COMPRENDRE DANS LA DÉFINITION

A. — La notion d'agression armée

1. — La portée de la notion d'agression armée

55. Invoquant l'Article 2, paragraphe 4, de la Charte, certains membres du Comité ont estimé qu'on ne pourrait parler d'agression au sens de la Charte qu'au cas d'emploi de la force armée contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat. Il a été affirmé, qu'on pourrait également considérer comme agression l'usage de la force dirigée non seulement contre l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale d'un Etat souverain, mais aussi contre un territoire placé sous un régime international.

56. D'autre part, M. Hsu (Chine) a exprimé l'opinion que l'agression consisterait en l'emploi illégitime de la force dans le but, non seulement de porter atteinte à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance politique d'un autre Etat, mais aussi pour assurer l'hégémonie sur d'autres Etats. Il a rappelé, à l'aide d'exemples tirés de l'histoire, que l'agression n'a pas toujours eu pour fin de porter atteinte à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance politique d'un autre Etat, mais qu'elle a souvent été provoquée par le désir de s'assurer une forme quelconque d'hégémonie.

57. En ce qui concerne la portée de l'agression armée quant à l'élément de force qui la constitue, M. Röling (Pays-Bas) a exprimé l'avis que l'usage de la force ne devrait pas être toujours et systématiquement considéré comme une agression au sens de la Charte. Il a souligné qu'il en était ainsi du paragraphe 6, alinéa B, sous-alinéa j, du projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/

AC.66/L.2/Rev.), paragraphe prévoyant que les incidents de frontière ne pourraient servir de justification à la guerre. Seulement s'est-il demandé pourquoi ce projet accordait beaucoup plus d'importance à une attaque contre un aéronef (paragraphe 1, alinéa c)?; pourtant une telle attaque pourrait avoir un caractère semblable à celui que présentent les incidents de frontière. Il a fait valoir que tout acte de violence ne devrait pas entraîner nécessairement l'exercice, par celui qui en est victime, du droit de légitime défense. Pour entrer en guerre en application de ce droit, un pays devrait être victime d'une agression évidente et d'une gravité telle qu'il ne lui resterait aucun autre moyen que la voie des armes pour le maintien de son intégrité territoriale ou de son indépendance politique.

58. Répondant aux observations que M. Röling avait formulées au sujet de l'alinéa c du paragraphe 1 de la définition de l'agression proposée par l'Union soviétique, M. Morozov (URSS) a dit qu'un incident de frontière, qu'il se produise sur terre, sur mer ou dans les airs, reste un incident de frontière, et ne peut, en particulier, servir de justification à une agression armée, telle que la définit le paragraphe premier de la proposition de l'Union soviétique. Dans l'alinéa c du paragraphe 1 de cette proposition, il n'est d'ailleurs nullement question d'incidents de frontière. Il y est proposé de qualifier comme acte d'agression toute attaque qu'un Etat effectuerait sciemment, le premier, dans un conflit international, contre les aéronefs d'un autre Etat.

59. M. Vallat (Royaume-Uni) n'a pas limité le terme "force" à la force armée au sens traditionnel. Il a été d'avis que les buts vers lesquels tendaient les actes en question constitueraient peut-être un critère plus satisfaisant, pour définir l'agression, que la nature des actes eux-mêmes. D'après le paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, les actes d'agression proprement dits sont ceux qui sont dirigés contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat.

2. — La menace de recours à la force

60. Les membres du Comité ont exprimé des opinions divergentes sur la question de savoir si la définition devait inclure la menace d'emploi de la force ou sur celle de savoir si la menace de recours à la force armée peut faire naître le droit de légitime défense individuelle ou collective et s'il est nécessaire que ce point soit visé d'une manière quelconque dans la définition de l'agression.

61. Certains membres du Comité ont interprété l'Article 2, paragraphe 4, de la Charte comme permettant d'assimiler à l'agression la menace de recours à la force. Cependant, M. Röling (Pays-Bas) a précisé que, pour qu'une menace de recours à la force puisse être considérée comme agression et par là autoriser l'exercice du droit de légitime défense, il faudrait, d'une part, que la menace soit imminente, c'est-à-dire qu'elle soit sur le point d'être suivie d'exécution et qu'elle soit, d'autre part, dirigée contre l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale d'un Etat. Il a, par ailleurs, fait une distinction entre deux notions, celle de menace de recours à la force prévue à l'Article 2, paragraphe 4, de la Charte, et celle de menace contre la paix prévue à l'Article 39 de la Charte: la première correspond à la situation dans laquelle il est probable qu'un Etat emploiera la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat, la seconde correspond à celle dans laquelle il est probable que la paix sera violée. La seconde notion, qui n'est pas identique

à la première, porte sur les attributions conférées au Conseil de sécurité qui est chargé d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

62. M. Hsu (Chine) a soutenu, par ailleurs, que la menace à la paix inclurait la menace de recours à la force. En effet, d'après l'Article premier de la Charte la menace à la paix serait autre chose qu'un différend : alors que le différend est un acte essentiellement susceptible d'un règlement pacifique, la menace à la paix en revanche implique la possibilité d'une agression ou la menace de recours à la force. La menace de recours à la force devrait être considérée comme une agression indirecte. Si l'agression indirecte devait être condamnée, la menace à la paix devrait l'être aussi dans la mesure où elle entraînerait un recours à la force.

63. M. Castañeda (Mexique) a exprimé l'avis que, si l'on s'en tient au texte de l'Article 51 de la Charte, seule l'agression armée peut autoriser l'exercice du droit de légitime défense. La solution contraire serait dangereuse, car elle justifierait la guerre préventive. En tout cas, et dans la mesure où l'on peut se fonder sur l'analogie, s'il est vrai que les codes et la jurisprudence des divers pays diffèrent sur la question des circonstances et des faits qui autorisent l'exercice du droit de légitime défense, on peut affirmer qu'il existe un élément commun dans les divers droits nationaux, à savoir que la menace doit être accompagnée d'un commencement d'exécution pour justifier l'exercice du droit de légitime défense. Sur le plan international, peut-être pourrait-on appliquer le même principe ; mais, en réalité, ce problème se rattache à celui de l'application et de la définition par les organes compétents des Nations Unies. Cependant, pour ce qui est de la définition elle-même, elle ne doit rien comprendre qui puisse paraître autoriser l'exercice du droit de légitime défense s'il n'y a pas agression armée.

64. M. Chaumont (France) a indiqué qu'au cas où l'on adopterait une définition de caractère général, on pourrait envisager d'ajouter à la définition la menace d'agression, parce que dans cette hypothèse l'organe compétent ne serait pas lié de façon stricte. Les conditions dans lesquelles une menace d'attaque pourrait être assimilée à l'attaque elle-même devraient d'ailleurs être très précisément qualifiées, afin de ne laisser place à aucune justification de la guerre dite préventive.

65. Certains membres du Comité se sont élevés contre toute tentative pour introduire dans la définition la notion de menace d'agression. Ils ont fait valoir que la Charte s'y opposait. M. Morozov (URSS) a considéré qu'on priverait la définition de l'agression de tout son sens si l'on y insérait une disposition quelconque pour autoriser un Etat à attaquer le premier un autre Etat, en invoquant la légitime défense contre une menace d'agression. Ce serait là offrir à l'agresseur une échappatoire et un prétexte qui lui permettraient de justifier ses actes d'agression par le droit de légitime défense. Or, ceci serait contraire aux buts et aux principes de la Charte. M. Morozov a rappelé en outre, à ce propos, les termes de l'Article 51 qui traite du "droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre de l'Organisation des Nations Unies est l'objet d'une agression armée".

3. — L'intention agressive

66. Certains membres du Comité ont estimé que l'*animus aggressionis* constituerait un élément caractéristique de l'usage de la force. Ils ont fait observer que le projet de résolution présenté par l'Union des

Républiques socialistes soviétiques (A/AC.66/L.2/Rev.1) ne prévoyait pas de conditions spéciales dans lesquelles les actes envisagés à son paragraphe 1 seraient commis sans intention agressive. M. Chaumont (France) a remarqué que ce projet de résolution définissait l'agresseur plutôt que l'agression elle-même et qu'il n'était pas conséquent dans la place qu'il attribuait à l'élément "intention". Par exemple, d'après l'alinéa c du paragraphe 1, le bombardement serait un acte agressif en soi, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'intention délictueuse, alors que dans le même alinéa figure l'expression : "auront sciemment attaqué les navires ou les aéronefs". Il en est de même de l'alinéa a du paragraphe 1 où l'on dit : "sera reconnu pour agresseur l'Etat qui aura, le premier, déclaré la guerre à un autre Etat". Ceci exclut toute recherche de l'intention. Il conviendrait d'écarter le danger d'une application automatique de la définition et de laisser le champ libre à l'interprétation, compte tenu des circonstances.

67. Contre ces arguments, M. Morozov (URSS) a fait valoir que la nature même des actes énumérés dans la définition de l'agression rédigée par l'Union soviétique (déclaration de guerre, invasion, etc.) indique clairement que ces actes ne peuvent être commis qu'intentionnellement.

68. D'autre part, on a estimé que même si la liste d'actes ne contenait aucune allusion à l'intention, rien n'empêcherait un organe international compétent de la rechercher. On a également remarqué qu'il faudrait peut-être tenir compte de l'intention au moment où l'agresseur serait appelé à rendre des comptes ; au moment où il est fait usage de la force, le critère devrait être la portée de l'action entreprise et non le but visé par son auteur : l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de la victime sont-elles en jeu ? C'est alors, et alors seulement, que l'usage de la force pourra être qualifié d'agression. D'un autre côté, l'avis a été exprimé que le principe sur lequel repose la définition de l'agression soumise par l'Union soviétique est le critère généralement admis par le droit international pour déterminer la partie coupable d'agression. D'après ce principe, le fait même qu'un Etat ait commis l'un des actes énumérés dans la proposition de l'Union soviétique constitue une preuve suffisante de l'intention agressive, pourvu que l'acte incriminé ait été commis dans un conflit international et que l'auteur l'ait commis le premier envers un autre Etat. M. Morozov (URSS) a estimé que toute autre manière de poser la question pourrait permettre à l'agresseur de justifier son agression en prétendant qu'il n'avait pas d'intention agressive, prétexte souvent employé par les agresseurs, ainsi qu'en témoigne l'histoire.

B. — La notion d'agression indirecte

69. De l'avis de certains membres du Comité, la notion d'agression indirecte ne devrait pas être introduite dans la définition de l'agression. Ils ont soutenu qu'au sens de la Charte l'agression indirecte pourrait être considérée non comme une agression, mais comme une menace à la paix ou une rupture de la paix. De l'avis d'autres membres du Comité, l'agression indirecte, au sens de la Charte, est l'une des formes de l'agression ; elle devrait figurer dans toute définition qui viendrait à être élaborée. Certains membres ont soutenu que l'agression indirecte pouvait être entendue au sens que la Charte donne à l'agression s'il y avait recours à la force ou menace de recours à la force. D'autres mem-

bres du Comité ont estimé que cette formule exprimait d'une manière inexacte et erronée la notion de l'agression indirecte.

C. — La notion d'agression économique

70. M. Aráoz (Bolivie) a soutenu que l'agression économique violerait essentiellement trois principes fondamentaux des Nations Unies: le principe de l'indépendance politique des Etats, celui de leur égalité souveraine et celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat. Seul l'acte qui porte atteinte à la souveraineté de l'Etat, c'est-à-dire à son indépendance politique ou à son intégrité territoriale, constitue une agression. Or, l'indépendance politique est étroitement liée à l'indépendance économique; aussi tout ce qui porte atteinte à l'indépendance économique est une agression au même titre que l'agression armée. L'agression n'est pas seulement l'emploi de la force armée. Souvent une pression d'ordre économique suffit pour produire les mêmes effets que ceux résultant d'une agression militaire. Une telle pression est en contradiction formelle avec le paragraphe 4 de l'Article 2 et avec l'Article 55 de la Charte. L'Article 39 ne suffit pas à inspirer des normes destinées à lutter contre l'agression économique, mais il permet de déclarer agression tout emploi de la force dirigée contre la coopération internationale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il existe des raisons pour lesquelles on peut accorder à l'agression économique le qualificatif d'agression. Tout d'abord, les caractères de l'agression armée sont les mêmes que ceux de l'agression économique, celle-ci ne se distinguant de la première que par l'emploi de la force sous une forme indirecte ou camouflée. Par ailleurs, les éléments constitutifs des deux notions sont identiques: elles relèvent toutes deux, du même concept générique d'agression. L'agression armée recourt à la force, l'agression économique ne recourt qu'à la pression, mais elle peut mener un pays non seulement à la guerre civile et à la perte de son indépendance, mais encore à la misère et à la famine.

71. M. Tarazi (Syrie) a remarqué que les pays insuffisamment développés souffraient de l'agression économique. La Charte a proclamé le principe de l'égalité souveraine des Etats. Quand une grande Puissance impose des conditions exorbitantes à l'assistance qu'elle prête à une nation faible, elle ne respecte pas l'esprit de la Charte. Quand ces conditions portent atteinte à l'indépendance du pays intéressé, il y a agression.

72. M. de Marchena (République Dominicaine) a fait observer qu'il fallait tenir compte des formes indirectes d'agression parmi lesquelles il était apparu qu'un accord s'était fait pour comprendre ce qu'on appelle "l'agression économique". S'il est vrai que, dans bien des cas, il s'agit de pratiques commerciales et économiques discriminatoires exercées par certains pays sur le plan international, il n'en demeure pas moins que ces pratiques devraient faire classer les mesures génératrices "d'agression économique" parmi les types ou modes d'agression indirecte. La République Dominicaine a préconisé l'analyse des divers aspects des formes d'agression indirecte; ayant elle-même souffert des effets de pratiques discriminatoires commerciales et économiques, elle serait heureuse que le Comité ne s'interdise pas d'étudier la question en détail, compte tenu notamment des opinions exprimées au cours des débats. C'est seulement par un échange de vues que l'on parviendra à déterminer s'il est possible d'aboutir à des définitions utiles, conformément à la demande que l'Assemblée générale a formulée dans sa résolution 688 (VII).

73. M. Adamiyat (Iran) a précisé que l'agression économique serait l'une des formes les plus importantes de l'agression; elle résulte des inégalités existant, du point de vue économique, entre les Etats. En raison de ces inégalités, les pays fortement industrialisés pourraient abuser des pays insuffisamment développés et y provoquer une paralysie économique portant directement atteinte à leur stabilité économique et, par là, à leur indépendance politique. L'un des aspects les plus significatifs de l'agression économique est le fait, pour un pays, d'adopter à l'égard d'un autre pays des mesures économiques et politiques coercitives, destinées, soit directement, soit indirectement, à l'empêcher d'exercer sa souveraineté sur ses ressources naturelles ou d'entraver les efforts qu'il consacre au développement de ses ressources économiques. Si l'agression économique n'est pas expressément mentionnée dans la Charte, il n'en demeure pas moins vrai qu'elle est comprise parmi les actes condamnés par la Charte comme étant des actes d'agression.

74. M. Morozov (URSS) a fait observer que la définition de la notion d'agression qu'il avait présentée avait été rédigée de manière à tenir compte des déclarations des représentants d'un certain nombre d'Etats, et notamment d'Etats situés en Asie et en Amérique latine, lesquels ont souscrit, en principe, à la proposition soviétique touchant la nécessité de définir l'agression dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité, et ont exprimé le vœu que l'énumération des actes d'agression comprenne également les actes d'agression économique, idéologique et indirecte. Selon le représentant de l'Union soviétique, il y a acte d'agression économique chaque fois qu'un Etat, agissant le premier, prend des mesures en vue d'exercer une pression économique portant atteinte à la souveraineté d'un autre Etat ou à son indépendance économique et mettant en danger les bases de la vie économique de cet Etat; prend des mesures en vue d'empêcher un autre Etat d'exploiter ses propres richesses naturelles, ou de les nationaliser; impose un blocus économique à un autre Etat.

75. Il serait contraire à la lettre comme à l'esprit de la Charte, ont affirmé d'autres membres du Comité, d'élargir la notion d'agression pour y inclure autre chose que l'attaque armée. En définissant l'agression au sens de la Charte, on ne fait qu'interpréter celle-ci. Or, d'après M. Vallat (Royaume-Uni), essayer de donner à la notion d'agression une ampleur qui dépasse celle que lui attribue la Charte reviendrait à tenter d'amender celle-ci. Pour M. Amado (Brésil), il est exact que la notion d'agression économique prend de plus en plus d'importance, mais cette notion ne s'est pas présentée à San-Francisco. Le concept d'agression indirecte dans toutes ses formes n'est pas contemporain de la Charte; il lui est postérieur. A supposer que l'on admette ces nouvelles notions d'agression, la conséquence serait la suivante: un Etat qui se sentirait attaqué dans sa liberté par suite d'une pression économique, n'aurait pour se protéger contre cette attaque, que la possibilité de porter plainte devant le Conseil de sécurité. Mais cette plainte ne peut être recevable que si un conflit se dessine, c'est-à-dire s'il y a une menace à la paix. Si une pression économique s'exerce sans constituer une menace à la paix, elle n'existe pas aux yeux de la Charte. Pour pouvoir agir contre l'agression économique dans le cadre du système de sécurité collective institué par la Charte, il faut assimiler cette agression à un acte tombant sous le coup de l'Article 39.

76. M. Maktos (Etats-Unis) a allégué qu'en étendant la notion d'agression, de graves conséquences ris-

queraient d'en découler. Bien que l'on puisse dire que l'indépendance politique d'un Etat dépend de son indépendance économique, on ne saurait, toutefois, les mettre l'une et l'autre sur le même plan. En se laissant aller à une confusion de cet ordre, on affaiblirait la valeur même de la notion d'agression. La définition proposée se révélerait inefficace dans le cas précis où elle devrait en principe offrir le maximum d'utilité, à savoir, le cas de l'agression armée. Le prestige de l'Organisation des Nations Unies ne pourrait qu'en souffrir.

77. La notion d'agression économique a surtout été critiquée en fonction du droit de légitime défense prévu à l'Article 51 de la Charte. Selon ses adversaires, en effet, l'agression économique ne saurait justifier l'exercice du droit de légitime défense, l'Article 51 ne devant s'appliquer qu'en cas d'agression armée. De plus, si elle était introduite dans la définition, elle pourrait augmenter automatiquement les possibilités de recours légitime à la force armée, ce qui constituerait un facteur de nature à troubler la paix au lieu d'aider à son maintien. Contre cet argument, il a été rappelé que, du fait de l'existence de l'Organisation des Nations Unies, la victime d'une agression n'était pas absolument libre de se défendre par tous les moyens : en cas d'agression directe, elle peut exercer son droit de légitime défense jusqu'au moment où les organes compétents des Nations Unies prennent les mesures nécessaires, mais en cas d'agression indirecte, il lui est impossible d'agir ainsi, étant donné l'absence de l'élément d'urgence qui, seul, justifie l'exercice de ce droit. Il faudrait, cependant, reconnaître à la victime le droit de prendre des mesures de représailles et il est évident qu'elle ne pourrait jamais, à ce titre, recourir à la force.

78. M. Castañeda (Mexique) a estimé que les actes qui constituent ce qu'on appelle l'agression économique pourraient faire l'objet de mesures aussi efficaces de la part des organes compétents des Nations Unies, conformément à l'Article 39 de la Charte, même au cas où ils ne seraient pas considérés comme constituant une agression, s'ils devenaient une menace contre la paix. Mais même en supposant qu'elles ne deviennent pas une menace contre la paix, il est incontestable que les mesures de pression économique (tout comme les activités subversives et certaines formes de propagande) sont des activités illicites contraires au principe de la non-intervention, si important dans le système juridique inter-américain ; il est incontestable aussi qu'elles sont expressément interdites par l'Article 15 de la charte de l'Organisation des Etats américains.

D. — La notion d'agression idéologique

79. Certains membres du Comité ont estimé qu'il serait dangereux d'introduire dans une définition la notion d'agression idéologique ou de propagande. M. Maktos (Etats-Unis) a estimé que cette notion fournirait un prétexte pour porter atteinte à la liberté de la presse. Il est certain, a-t-il ajouté, que les agresseurs emploient des moyens psychologiques ; on peut même dire qu'il existe un élément psychologique ou idéologique dans toute agression. Cette constatation n'autorise cependant pas à affirmer que l'exercice d'une influence morale peut constituer une agression. C'est aller trop loin que de parler d'agression idéologique, c'est également déformer la notion d'agression proprement dite, en affaiblir la portée et en compromettre l'utilité.

80. Commentant le projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/

AC.66/L.2/Rev.1) M. Vallat (Royaume-Uni) a été d'avis que certains éléments des mesures indirectes, économiques et idéologiques visées aux paragraphes 2, 3 et 4 de ce projet correspondraient peut-être au concept de l'agression, mais que, dans l'ensemble, ils seraient contraires à la notion du recours, direct ou indirect, à la force armée dont il est question au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte.

81. De même, l'alinéa b du paragraphe 4 du projet de résolution en question a été critiqué par le délégué des Etats-Unis comme tendant à faire aborder par le Comité un problème, celui des armes atomiques, qui relèverait plutôt d'autres organes des Nations Unies. Si on retenait cette proposition ainsi que celle tendant à faire aborder par le Comité la question de l'agression économique qui intéresserait le Conseil économique et social plutôt que le Conseil de sécurité, les Nations Unies s'aliéneraient le respect et la sympathie de l'opinion publique. Le prestige de cette Organisation exigerait qu'on évitât toute hâte et toute extension injustifiée des principes de la Charte.

82. D'autres membres du Comité se sont déclarés en faveur de la notion d'agression idéologique et ont fait valoir qu'il faudrait l'introduire dans la définition de l'agression. M. Morozov (URSS) a estimé que l'agression idéologique est une des formes de l'agression. Il a montré le danger extrême que représentent, pour la cause de la paix et de la sécurité internationales, le fait d'encourager la propagande en faveur de la guerre, le fait d'encourager la propagande en faveur de l'emploi des armes atomiques, bactériennes, chimiques, et de toutes les autres armes de destruction massive, ainsi que l'aide à la propagande en faveur des idées fascistes et nazies, de l'exclusivisme racial ou national, ou de la haine et du mépris à l'égard d'autres nations. Contre les arguments du représentant des Etats-Unis d'Amérique, M. Morozov a fait valoir que, si l'Assemblée générale adoptait la proposition de l'Union soviétique, elle contribuerait à consolider la paix et à accroître l'autorité et le rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la sécurité internationale. Selon M. Morozov, le Comité a compétence pour examiner toutes les questions qui se rapportent à la définition de l'agression. On ne saurait s'abriter derrière le principe de la liberté de la presse pour justifier la propagande belliciste et les autres actes d'agression idéologique mentionnés dans la définition présentée par la délégation soviétique.

E. — Autres formes de l'agression indirecte

83. M. Adamiyat (Iran) a exprimé le désir de voir introduire dans la définition au titre de l'agression indirecte l'intervention d'un Etat dans la politique intérieure ou extérieure d'un autre Etat. Au regard du droit international, cette intervention constituerait une menace à la paix et à l'indépendance nationale. A cette forme d'agression indirecte, il faudrait ajouter également, comme corollaire, l'encouragement direct ou indirect à la guerre civile, les menaces à la sécurité intérieure et l'incitation à la révolte par la fourniture d'armes ou par d'autres moyens. Tous ces actes devraient figurer dans le texte de la définition envisagée. M. Arãoz (Bolivie) a déclaré qu'il partageait sans réserve l'opinion du représentant de l'Iran.

84. Aux termes du projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.66/L.2/Rev.1) devrait être reconnu pour coupable

d'agression indirecte l'Etat qui : encourage des activités subversives dirigées contre un autre Etat (actes de terrorisme, de sabotage, etc.), favorise l'incitation à la guerre civile dans un autre Etat, favorise une révolution à l'intérieur d'un autre Etat ou des changements de politique favorables à l'agresseur.

85. Aux termes du document de travail présenté par la Chine (A/AC.66/L.4/Rev.3) devraient être considérés comme actes d'agression, le fait d'armer des bandes organisées ou d'autres Etats, pour les jeter contre un Etat choisi comme victime; le fait d'organiser une "cinquième colonne" dans un Etat ou d'y envoyer des agents de subversion; le fait d'inciter, par la propagande, les citoyens d'un Etat à la guerre civile.

86. M. de Marchena (République Dominicaine) a déclaré que l'alinéa a du paragraphe 2 du projet de résolution de l'Union soviétique (A/AC.66/L.2/Rev.1) mentionnait le fait pour un Etat d'encourager "des activités subversives dirigées contre un autre Etat (actes de terrorisme, de sabotage, etc.)" parmi les actes "d'agression indirecte". Néanmoins, l'alinéa f du paragraphe 1 du même projet de résolution mentionne parmi les cas "d'agression directe" le fait pour un Etat de donner "son appui à des bandes armées qui, formées sur son territoire, ont envahi le territoire d'un autre Etat. . ." Ces deux cas paraissent avoir une certaine relation de cause à effet; par conséquent, il semble qu'avant de les rattacher respectivement à deux notions déterminées, il conviendrait de les soumettre à une analyse poussée. La République Dominicaine a estimé que les activités subversives exercées sous une forme ou une autre —

par exemple l'organisation de bandes armées pour envahir le territoire d'un autre Etat ou pour y fomenter la guerre civile — constituent des formes d'agression que le Comité devrait définir. M. de Marchena a rappelé qu'à la sixième Conférence interaméricaine de La Havane, une convention ratifiée par la grande majorité des Etats américains avait été conclue pour déterminer les droits et les devoirs des Etats contractants en cas de luttes civiles. Les dispositions de cet instrument prévoient les cas d'activités de bandes armées, de trafic d'armes, d'incitation à la guerre civile et toute une série d'actes tendant à troubler la paix et l'harmonie régionale américaine. Rien n'empêcherait d'étendre ces règles sur le plan international. L'article 15 de la Charte de Bogota condamne expressément toute ingérence, directe ou indirecte, d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Les activités subversives, quand elles sont caractérisées, par exemple, par l'aide apportée à certains groupes pour s'armer et pour s'entraîner contre un autre Etat, en utilisant les facilités offertes par l'Etat qui les entretient et en recevant des subsides et autres moyens en vue d'attaquer cet autre Etat, représentent la forme la plus condamnable et la plus insidieuse de l'agression indirecte. Comme de tels actes tendent à détruire la structure d'un Etat et ses institutions publiques en désorganisant le cours normal de la vie de ses habitants et en compromettant la paix, ils constituent des formes positives d'agression. Il s'ensuit que ces activités justifient des mesures de représailles et l'exercice du droit de légitime défense de la part de l'Etat qui en est la victime.

Chapitre III

Les rapports d'une définition de l'agression avec le maintien de la paix et de la sécurité internationales

87. Les représentants de la Bolivie, de la France, de l'Iran, du Mexique, de la Pologne, de la République Dominicaine, de la Syrie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont fait valoir qu'une définition de l'agression est possible et souhaitable pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. D'autres ont estimé que, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, une telle définition serait inutile, voire même dangereuse.

88. Pour les membres du Comité qui se sont déclarés en faveur d'une définition de l'agression, celle-ci contribuerait au développement du droit international ainsi qu'aux principes contenus dans la Charte. Si, à elle seule, la définition ne saurait suffire à empêcher l'agression, elle n'en offrirait pas moins un moyen efficace pour prévenir ce crime; elle découragerait l'agresseur éventuel et constituerait pour lui un sérieux avertissement. De plus, elle servirait de guide aux organes internationaux et leur permettrait d'éviter les décisions arbitraires au cas où ils seraient appelés à désigner l'agresseur. Elle aurait aussi cet autre avantage d'éclairer l'opinion publique.

89. Dans l'opinion des membres du Comité qui se sont prononcés contre une définition de l'agression, cette définition serait, d'abord, inutile; les agresseurs ne se laisseraient pas décourager par une définition quelconque; la pratique aurait démontré l'inutilité d'une telle définition comme elle aurait démontré que son absence ne s'est

jamais fait sentir ni dans le fonctionnement du système de sécurité collective établi par le Pacte de la Société des Nations ou la Charte des Nations Unies, ni dans les jugements des tribunaux institués après la deuxième guerre mondiale pour châtier les criminels de guerre.

90. M. Dons (Norvège) a rappelé, à cet égard, que les principales difficultés rencontrées dans la pratique n'ont pas trait à la définition de l'agression en tant que telle; elles viennent de l'ignorance où l'on se trouve souvent des faits réels de la cause. C'est parce que certains Etats intéressés s'emploient à dissimuler les faits, ou à les présenter sous un jour fallacieux, qu'il est difficile de déterminer qui est l'agresseur; une définition, quelle qu'elle soit ne peut présenter d'utilité que s'il y a d'abord accord sur les faits; les divergences de vues qui se sont manifestées au sein des organes des Nations Unies ne portaient pas sur le caractère agressif de tel ou tel acte, mais bien sur la réalité des actes en question.

91. Certains représentants ont affirmé qu'une définition de l'agression serait même dangereuse surtout en l'état actuel des relations internationales. Elle servirait l'agresseur en lui offrant un précieux moyen pour la tourner et gêner les mesures de légitime défense de sa victime. Elle entraverait l'action des organes internationaux appelés à désigner l'agresseur et les amènerait à prendre des décisions qui, dans certains cas, pourraient aggraver la tension internationale au lieu de l'apaiser.

92. Plusieurs membres du Comité ont été d'avis qu'il était presque impossible de rédiger une définition satisfaisante de l'agression. D'autre part, une définition imparfaite serait dangereuse. Elle risquerait d'être un piège pour l'innocent tout en permettant à l'agresseur de se justifier.

93. M. Morozov (URSS) a estimé que de telles déclarations n'étaient pas fondées; à son avis, une solution correcte de la question de la définition de la notion d'agression et l'adoption, par l'Assemblée générale, d'une définition précise serviraient grandement le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et, en particulier, contribueraient à éliminer la possibilité de justifier une agression. Le Conseil de sécurité, qui, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, est le seul organe compétent pour définir l'agresseur, doit s'inspirer de cette définition pour déterminer la partie qui se rend coupable d'agression.

94. W. Winiewicz (Pologne) a souligné que les débats antérieurs de l'Assemblée générale et les résolutions 599 (VI) et 688 (VII) ont montré avec suffisamment de clarté qu'il était non seulement possible mais souhaitable et utile de définir l'agression. Ces débats et ces documents ont déjà établi le rapport qui existe entre la définition de l'agression et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La définition de la notion de crime est un élément essentiel du droit national et doit être un élément essentiel du droit international. Une définition de l'agression, comme tout autre acte de condamnation aurait, parmi d'autres avantages nombreux, celui de constituer une barrière préventive, un avertissement sérieux pour ceux qui pourraient être tentés de commettre une agression. Une définition affermirait ainsi la paix et contribuerait au maintien de la sécurité internationale. La proposition de l'Union soviétique (A/AC.66/L.2/Rev.1) répond à ces buts.

Chapitre IV

Les questions soulevées par l'insertion d'une définition de l'agression dans le Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et par son application dans le cadre de la juridiction criminelle internationale

95. M. Chaumont (France) a rappelé que sa délégation a toujours été favorable à l'insertion d'une définition de l'agression dans le Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, en liaison avec l'institution d'une juridiction criminelle internationale. Cependant, en attendant les décisions finales sur ces questions, sa délégation, qui reconnaît l'intérêt d'une définition de l'agression dans le cadre de l'activité des Nations Unies, est prête, dans ce but, à collaborer aux travaux du Comité.

96. M. Röling (Pays-Bas), après avoir déclaré qu'une définition de l'agression destinée à être appliquée par les organes politiques des Nations Unies ne jouerait qu'un rôle minime dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, puisqu'elle ne lierait ni le Conseil de sécurité ni l'Assemblée générale des Nations Unies, a estimé que cette définition aurait une grande chance de réussir dans le domaine de la juridiction criminelle internationale. Les objections que l'on pourrait opposer à une définition de l'agression destinée à être appliquée dans le cadre du système de sécurité collective ne seraient pas toutes applicables à une définition qui serait appelée à être appliquée dans le domaine plus restreint de la juridiction criminelle internationale. Cependant, le représentant des Pays-Bas a souligné que de l'application d'une définition de l'agression par un tribunal pénal international pourraient découler deux problèmes: en premier lieu, une décision de ce tribunal portant sur un cas d'agression pourrait gêner le Conseil de sécurité dans sa tâche essentielle qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales; elle pourrait entraver son action dans le règlement pacifique du différend en cause. En deuxième lieu, sur un cas d'agression porté à la fois devant le Conseil de sécurité et le tribunal pénal international, ces deux organes pourraient se prononcer

différemment et aboutir à deux décisions contradictoires. Le représentant des Pays-Bas a suggéré, pour obvier à cette éventualité, que le texte de la définition de l'agression comportât une disposition aux termes de laquelle le Tribunal pénal international serait lié par les décisions du Conseil de sécurité, qui seraient prises sur la base de cette définition. Cependant, il se pourrait fort bien que le crime d'agression soit considéré, pour le moment, comme ayant un sens moins large que le concept de l'agression au sens de l'Article 39 de la Charte. S'il en était ainsi, une juridiction criminelle internationale pourrait décider qu'un acte, qui est considéré comme une agression par le Conseil de sécurité, n'est pas criminel au sens d'un code de droit pénal international.

97. Dans ses observations relatives au projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et à la question de la définition de l'agression⁴, le Gouvernement des Pays-Bas propose de définir comme suit la notion d'agression considérée comme crime international:

"L'agression est la menace ou l'emploi de la force par un Etat ou un gouvernement contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat ou contre un territoire placé sous un régime international, de quelque manière que ce soit, quelles que soient les armes utilisées, ouvertement ou autrement, pour quelque raison ou pour quelque but que ce soit, autre que la légitime défense individuelle ou collective contre une telle menace ou un tel emploi de la force, ou l'exécution d'une décision ou l'application d'une recommandation d'un organe compétent des Nations Unies."

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Annexes, point 54 de l'ordre du jour, documents A/2162 et Add.1.

L'influence d'une définition de l'agression sur l'exercice de la compétence des divers organes des Nations Unies

98. Les membres du Comité ont été d'accord pour admettre qu'une définition de l'agression incluse dans une résolution de l'Assemblée générale n'aurait que la valeur d'une recommandation. Elle n'aurait pas un caractère obligatoire. Cependant, certains membres du Comité ont fait valoir que cette définition aurait une grande autorité morale à l'égard des organes internationaux appelés à se prononcer sur un cas d'agression.

99. M. de Marchena (République Dominicaine) a fait observer que si les résolutions de l'Assemblée générale n'ont pas de force obligatoire, il n'en est pas moins vrai que les règles et les critères qu'elles formulent peuvent en arriver à prendre la valeur de principes généraux de droit international analogues à ceux que consacrent beaucoup de traités et de conventions. Toute résolution de l'Assemblée générale apporte des éléments nouveaux à l'application de la Charte, dont elle précise les objectifs. C'est pourquoi la définition de l'agression est d'une portée indiscutable.

100. Certains membres du Comité ont exprimé l'opinion qu'une définition acceptée par une grande majorité des États Membres ne manquerait pas d'avoir une grande influence sur l'exercice de la compétence des divers organes des Nations Unies. M. Röling (Pays-Bas) a précisé qu'une définition adoptée à l'unanimité, ou, tout au moins, par tous les membres permanents du Conseil de sécurité, influencerait sur les décisions de ce Conseil, par conséquent, si le Comité réussissait à formuler une telle définition, celle-ci aurait des conséquences profondes sur les relations internationales. Au contraire, une définition prise à une faible majorité et qui ne serait pas adoptée par les membres permanents du Conseil de sécurité n'aurait guère de valeur. A ce sujet, il a fait observer qu'une définition adoptée par l'Assemblée générale aurait moins de chances d'être reprise par le Conseil de sécurité si elle contenait des dispositions ayant strictement force obligatoire, comme le prévoyait le projet de l'Union soviétique.

ANNEXE

Textes soumis au Comité

I. — PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (A/AC.66/L.2/Rev.1)

Le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression recommande à l'Assemblée générale d'adopter la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée générale,

Considérant qu'il est indispensable de définir les principes généraux permettant de déterminer la partie coupable d'agression,

Déclare:

1. Sera reconnu pour agresseur dans un conflit international l'Etat qui, le premier, aura commis l'une des actions suivantes:

- a) Qui aura déclaré la guerre à un autre Etat;
- b) Dont les forces armées, même sans déclaration de guerre, auront envahi le territoire d'un autre Etat;
- c) Dont les forces terrestres, navales, ou aériennes auront bombardé le territoire d'un autre Etat ou auront sciemment attaqué les navires ou les aéronefs de ce dernier;
- d) Dont les forces terrestres, navales ou aériennes auront été débarquées ou introduites dans les contrées d'un autre Etat sans l'autorisation du gouvernement de ce dernier ou auront violé les conditions d'une pareille autorisation, particulièrement en ce qui concerne la durée ou l'extension de la région de leur séjour;
- e) Qui aura établi le blocus naval des côtes et des ports d'un autre Etat;
- f) Qui aura donné son appui à des bandes armées qui, formées sur son territoire, auront envahi le territoire d'un autre Etat, ou qui aura refusé malgré la demande de l'Etat envahi, de prendre sur son propre territoire toutes les mesures en son pouvoir pour priver lesdites bandes de toute aide et protection.

2. Sera reconnu pour coupable d'agression indirecte l'Etat qui:

- a) Encourage des activités subversives dirigées contre un autre Etat (actes de terrorisme, de sabotage, etc.);
- b) Favorise l'incitation à la guerre civile dans un autre Etat;
- c) Favorise une révolution à l'intérieur d'un autre Etat ou des changements de politique favorables à l'agresseur.

3. Sera reconnu pour coupable d'agression économique l'Etat qui, le premier, aura commis l'une des actions suivantes:

- a) Qui aura pris des mesures en vue d'exercer une pression économique portant atteinte à la souveraineté d'un autre Etat et à son indépendance économique et

mettant en danger les bases de la vie économique de cet Etat;

- b) Qui aura pris des mesures en vue d'empêcher un autre Etat d'exploiter ses propres richesses naturelles ou de les nationaliser;

- c) Qui aura imposé un blocus économique à un autre Etat;

4. Sera reconnu pour coupable d'agression idéologique l'Etat qui:

- a) Encourage la propagande en faveur de la guerre;
- b) Encourage la propagande en faveur de l'emploi des armes atomiques, bactériennes, chimiques et de toutes les autres armes de destruction massive;
- c) Aide à la propagande en faveur des idées fascistes et nazies, de l'exclusivisme racial ou national ou de la haine et du mépris à l'égard d'autres nations.

5. Outre les actions énumérées ci-dessus, pourront être considérés comme actes d'agression tous les actes commis par des Etats qui seront, dans chaque cas d'espèce, reconnus par le Conseil de sécurité pour des actes d'agression armée ou d'agression économique, idéologique ou indirecte.

6. Aucune considération d'ordre politique, stratégique ou économique, ni le désir d'exploiter sur le territoire de l'Etat attaqué des ressources naturelles ou d'y mettre à profit tout autre bénéfice ou privilège, non plus que l'importance des capitaux investis ou d'autres intérêts spéciaux pouvant exister sur ce territoire, ni le refus de reconnaître à celui-ci les caractères distinctifs d'un Etat, ne pourront servir à justifier l'agression prévue au paragraphe 1, ni les actes d'agression économique, idéologique ou indirecte prévus aux paragraphes 2, 3 et 4.

Ne pourront en particulier servir de justification à l'agression:

A. La situation intérieure d'un Etat quelconque, soit par exemple:

- a) Etat arriéré d'un peuple sous le rapport politique, économique ou culturel;
- b) Défauts allégués de son administration;
- c) Dangers pouvant menacer la vie ou les biens des étrangers;
- d) Mouvements révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, guerre civile, troubles ou grèves;
- e) Etablissement ou maintien dans un Etat quelconque de tel ou tel régime politique, économique ou social.

B. Nul acte, législation ou disposition d'un Etat quelconque, soit par exemple:

- a) Infraction aux traités internationaux;
- b) Violation de droits ou d'intérêts acquis dans le domaine du commerce, des concessions ou de toute autre activité économique par un autre Etat ou par ses citoyens;

c) Rupture des relations diplomatiques ou économiques;

d) Mesures de boycottage économique ou financier;

e) Répudiation de dettes;

f) Interdiction ou restriction de l'immigration, ou modifications apportées au régime des étrangers;

g) Violation des privilèges reconnus aux représentants officiels d'un autre Etat;

h) Refus du transit à des forces armées se dirigeant sur le territoire d'un Etat tiers;

i) Mesures de caractère religieux ou antireligieux;

j) Incidents de frontière;

7. Au cas où un Etat quelconque mobiliserait ou concentrerait des forces armées importantes à proximité de sa frontière, l'Etat qui se trouverait menacé aura le droit de recourir aux moyens diplomatiques ou autres permettant le règlement pacifique des différends internationaux. Il pourra également, pendant ce temps, prendre, en réponse, des mesures militaires analogues à celles qui sont indiquées ci-dessus, mais sans franchir cependant la frontière".

II. — DOCUMENT DE TRAVAIL No 1 PRÉSENTÉ PAR LA CHINE (A/AC.66/L.4/Rev.3)

L'agression est un crime contre la paix et la sécurité de l'humanité. Elle consiste dans l'emploi de la force, ouverte ou dissimulée, armée ou non armée, par un Etat, soit en vue de violer, de réduire ou de détruire l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat, soit pour subvertir le régime politique ou l'ordre social d'un autre Etat, soit, en cas de différend avec un autre Etat, pour lui imposer sa volonté au lieu de rechercher un règlement pacifique. Elle comprend, entre autres actes :

a) Le fait de recourir à la guerre, générale ou limitée, avec ou sans déclaration de guerre;

b) Le fait d'armer des bandes organisées ou d'autres Etats pour les jeter contre un Etat choisi comme victime;

c) Le fait d'organiser une "cinquième colonne" dans un Etat ou d'y envoyer des agents de subversion;

d) Le fait d'inciter, par la propagande, les citoyens d'un Etat à la guerre civile;

e) Le fait d'établir un blocus, naval ou économique.

L'emploi de la force en cas de légitime défense ou en guise de représailles, dans les conditions prescrites par le droit international pour l'exercice de ces droits, ou en application d'une décision ou d'une recommandation d'un organe compétent des Nations Unies, est légitime.

III. — DOCUMENT DE TRAVAIL No 2 PRÉSENTÉ PAR LA CHINE (A/AC.66/L.7/Rev.2)

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 599 (VI) et 688 (VII),

Consciente des responsabilités que confèrent au Conseil de sécurité, touchant l'agression, le paragraphe 1 de l'Article premier et le Chapitre VII de la Charte, ainsi que la fonction que la résolution 377 A (V) assigne à l'Assemblée générale,

Considérant que, bien qu'il faille, pour déterminer s'il y a eu agression, tenir compte des circonstances particulières à chaque cas, il serait néanmoins souhaitable de formuler certains principes qui puissent servir de guide à cet effet,

Recommande que le Conseil de sécurité, lorsqu'il s'acquitte des responsabilités que lui confèrent le paragraphe 1 de l'Article premier et le Chapitre VII de la Charte, et les Membres des Nations Unies, lorsque l'Assemblée est appelée à examiner une question en vertu de la résolution 377 A (V), tiennent notamment compte des principes suivants :

1) L'agression est un crime contre la paix et la sécurité de l'humanité;

2) Elle consiste dans l'emploi illégitime de la force par un Etat contre un autre Etat;

3) L'emploi illégitime de la force peut être manifeste ou dissimulé, et la force employée illégitimement peut être armée ou non;

4) Le but de l'emploi illégitime de la force peut être soit de violer, réduire ou détruire l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat, soit de subvertir le régime politique et l'ordre social d'un Etat, soit, dans le cas d'un différend avec un autre Etat, d'imposer à cet Etat un règlement du différend au lieu de le négocier par des moyens pacifiques;

5) L'emploi de la force est légitime lorsqu'il découle soit d'une décision ou d'une recommandation d'un organe compétent des Nations Unies, soit du droit de légitime défense contre une attaque armée, en attendant que les organes compétents des Nations Unies prennent les mesures nécessaires au maintien de la paix;

6) L'emploi de mesures analogues, en représailles contre une attaque non armée, ouverte ou dissimulée, est également légitime lorsque les organes compétents des Nations Unies négligent de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir, écarter ou réprimer cette attaque, selon les exigences de la situation.

IV. — DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉSENTÉ PAR LE MEXIQUE (A/AC.66/L.8)

Les modifications ci-après amélioreraient considérablement le projet de définition présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.66/L.2/Rev.1) et permettraient à la délégation du Mexique de l'accepter :

1. Ajouter, après le considérant, le paragraphe suivant :

"Déclare :

"Sera considéré comme une agression, dans un conflit international, l'emploi direct ou indirect de la force, par les autorités d'un Etat, contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat ou à toute autre fin, qui ne soit pas la légitime défense, individuelle ou collective, ou l'exécution d'une décision ou d'une recommandation d'un organe compétent des Nations Unies. En particulier, sera considéré comme une agression le fait de commettre l'un quelconque des actes suivants : ..."

(Insérer ensuite les alinéas a à f du paragraphe 1 du dispositif du projet de l'URSS).

Le paragraphe 5 du projet de définition de l'URSS serait supprimé.

2. En raison des répercussions que peut avoir la définition de l'agression sur l'application ou l'interprétation de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, la délégation du Mexique juge dangereux d'étendre le concept d'agression au point d'y comprendre des éléments autres que l'emploi de la force. Ainsi, les actes qui constituent ce qu'on appelle l'agression indirecte, l'agression économique ou l'agression idéologique ne

doivent être qualifiés d'agression que s'ils entraînent ou accompagnent l'emploi de la force. Au regard de la définition, il en résulte ce qui suit :

a) De tels actes, lorsqu'ils constituent une agression proprement dite, sont déjà compris dans la définition générale proposée au paragraphe 1 ;

b) Même si de tels actes ne vont pas jusqu'à constituer une agression, ils peuvent donner lieu, de la part du Conseil de sécurité, à des mesures coercitives, en vertu de l'Article 39 de la Charte, tout comme s'il s'agissait d'une agression, lorsque, par les effets qu'ils ont sur l'Etat qui en est victime ou par suite de toute autre circonstance, ils en arrivent à constituer une menace à la paix. C'est là un élément que notre Commission devrait mettre particulièrement en relief dans son rapport à l'Assemblée.

C'est pourquoi il est proposé de supprimer les paragraphes 2, 3 et 4 du projet de résolution de l'URSS.

3. Début du paragraphe 6 : modifier le texte en fonction de la suppression des paragraphes 3, 4 et 5, proposée ci-dessus. Remplacer les mots "ou économique" par les mots "économique et social". Supprimer le membre de phrase "ni le désir d'exploiter . . . pouvant exister sur ce territoire".

Modifier l'alinéa a de la partie B du paragraphe 6, de manière à tenir compte des traités dont la nature même justifierait le recours à la force, s'ils étaient violés.

V. — DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉSENTÉ PAR LA BOLIVIE (A/AC.66/L.9)

L'Assemblée générale,

Considérant comme nécessaire de définir certains actes d'agression si l'on veut sauvegarder la paix et la sécurité internationales, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Décide :

1. Indépendamment des actes d'agression que qualifieront tels les organes internationaux compétents des Nations Unies, sera, en toutes circonstances, réputé acte d'agression le fait pour un Etat d'envahir le territoire d'un autre Etat en franchissant les frontières fixées par des traités ou des décisions judiciaires ou arbitrales et tracées conformément auxdits traités ou décisions ou, en l'absence de frontières définies, d'envahir des territoires qui se trouvent sous l'autorité effective d'un autre Etat.

2. Constitueront de même une agression la déclaration de guerre, l'attaque armée, au moyen de forces terrestres, navales ou aériennes, du territoire, de navires ou d'aéronefs d'un autre Etat et l'appui prêté à des bandes armées en vue d'une invasion, ainsi que le fait pour un Etat d'inciter à la révolte, ouvertement ou en secret, le peuple d'un autre Etat, dans l'intention de troubler l'ordre public au profit d'une Puissance étrangère.

3. Seront également réputés actes d'agression la menace ou l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat, ou de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies, y compris l'acte unilatéral qui priverait un Etat des ressources économiques qu'il tire d'un traitement équitable dans le commerce international ou menacerait de saper les fondements de son économie, compromettant ainsi sa sécurité et le rendant incapable de pourvoir à sa défense et de coopérer à la défense collective de la paix.

4. En dehors des cas définis aux paragraphes 1 et 2, qui justifieront l'exercice automatique du droit de légitime défense collective, il appartiendra aux organes compétents créés par la Charte des Nations Unies, lorsque d'autres actes d'agression se produiront, de déterminer, conformément aux dispositions de la Charte, s'il y a lieu de les qualifier tels.

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

- ARGENTINE**
Editorial Sudamericana S.A., Alsina 500, Buenos Aires.
- AUSTRALIE**
H. A. Goddard, 255a George St., Sydney, and 90 Queen St., Melbourne.
Melbourne University Press, Carlton N.3, Victoria.
- BELGIQUE**
Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.
- BOLIVIE**
Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.
- BRESIL**
Livreria Agir, Rio de Janeiro, Sao Paulo and Belo Horizonte.
- CANADA**
Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.
Periodica, Inc., 4234 de la Roche, Montreal, 34.
- CEYLAN**
The Associated Newspapers of Ceylon Ltd., Lake House, Colombo.
- CHILI**
Librería Ivens, Moneda 822, Santiago.
Editorial del Pacífico, Ahumada 57, Santiago.
- CHINE**
The World Book Co. Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
Commercial Press, 211 Honan Rd., Shanghai.
- COLOMBIE**
Librería Latina, Carrera 6a., 13-05, Bogotá.
Librería América, Medellín.
Librería Nacional Ltda., Barranquilla.
- COSTA-RICA**
Tres Hermanos, Apartado 1313, San José.
- CUBA**
La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.
- DANEMARK**
Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.
- EGYPTE**
Librairie "La Renaissance d'Egypte," 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.
- EQUATEUR**
Librería Científica, Guayaquil and Quito.
- ETATS-UNIS D'AMERIQUE**
Int'l Documents Service, Columbia Univ. Press, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.
- ETHIOPIE**
Agence Ethiopienne de Publicité, Box 128, Addis-Abeba.
- FINLANDE**
Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, Helsinki.
- FRANCE**
Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, Paris V.
- GRECE**
"Eleftheroudakis," Place de la Constitution, Athènes.
- GUATEMALA**
Goubaud & Cía. Ltda., 5a. Avenida sur 28, Guatemala.
- HAITI**
Librairie "A la Caravelle," Boite postale 111-B, Port-au-Prince.
- HONDURAS**
Librería Panamericana, Calle de la Fuente, Tegucigalpa.
- HONG-KONG**
The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.
- INDE**
Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, New Delhi, and 17 Park Street, Calcutta.
P. Varadachary & Co., 8 Linghi Chetty St., Madras 1.
- INDONESIE**
Jajasan Pembangunan, Gunung Sahari 84, Djakarta.
- IRAK**
Mackenzie's Bookshop, Baghdad.
- IRAN**
Ketab-Khaneh Danesh, 293 Saadi Avenue, Tehran.
- ISLANDE**
Bokavarðun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstræti 18, Reykjavík.
- ISRAEL**
Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road, Tel-Aviv.
- ITALIE**
Colibri S.A., Via Mercalli 36, Milano.
- LIBAN**
Librairie Universelle, Beyrouth.
- LIBERIA**
J. Momolu Kamara, Monrovia.
- LUXEMBOURG**
Librairie J. Schummer, Luxembourg.
- MEXIQUE**
Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.
- NORVEGE**
Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.
- NOUVELLE-ZELANDE**
United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.
- PAKISTAN**
Thomas & Thomas, Fort Mansion, Frere Road, Karachi, 3.
Publishers United Ltd., 176 Anarkali, Lahore.
The Pakistan Cooperative Book Society, Chittagong and Dacca (East Pakistan.)
- PANAMA**
José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.
- PARAGUAY**
Moreno Hermanos, Asunción.
- PAYS-BAS**
N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.
- PEROU**
Librería Internacional del Perú, S.A., Lima and Arequipa.
- PHILIPPINES**
Alema's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.
- PORTUGAL**
Livreria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.
- REPUBLIQUE DOMINICAINE**
Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.
- ROYAUME-UNI**
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E. 1 (and at H.M.S.O. Shops).
- SALVADOR**
Manuel Navas y Cía., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.
- SINGAPOUR**
The City Book Store, Ltd., Winchester House, Collyer Quay.
- SUEDE**
C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.
- SUISSE**
Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Hans Reunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.
- SYRIE**
Librairie Universelle, Damas.
- TCHECOSLOVAQUIE**
Československý Spisovatel, Národní Trída 9, Praha 1.
- THAILANDE**
Pramuan Mit Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.
- TURQUIE**
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.
- UNION SUD-AFRICAINE**
Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.
- URUGUAY**
Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Av. 18 de Julio 1333, Montevideo.
- VENEZUELA**
Distribuidora Escolar S.A., and Distribuidora Continental, Ferrenquín a Cruz de Candelaria 178, Caracas.
- VIET-NAM**
Papeterie-Librairie Nouvelle Albert Portal, Boite postale 283, Saïgon.
- YUGOSLAVIE**
Drzavno Produzeca, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27-11, Beograd.

Les publications des Nations Unies peuvent également être obtenues aux adresses ci-dessous:

- ALLEMAGNE**
Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin —Schöneberg.
W. E. Saarbach, Gereonstrasse 25-29, Köln (22c).
Alex. Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.
- AUTRICHE**
B. Wüllerstorff, Waagplatz, 4, Salzburg.
Gerold & Co., 1. Graben 31, Wien.
- ESPAGNE**
Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.
- JAPON**
Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique) ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).

(53F2)